

Nucléaire. Faut-il en sortir ?

Quant au gouvernement japonais, il ne s'est pas occupé immédiatement des problèmes auxquels la centrale nucléaire était confrontée : il a en effet porté toute son attention sur les désastres consécutifs au tremblement de terre et au tsunami. Quand le gouvernement a commencé à s'intéresser à la centrale, la situation s'était déjà dégradée. C'est ce qui explique une partie des problèmes qu'il rencontre aujourd'hui pour colmater les fuites.

Pensez-vous que le nucléaire sera remis en question à l'échelle mondiale ? Rendons aux événements leur juste valeur. Les deux événements majeurs qui se sont produits au Japon sont le tremblement de terre et le tsunami, et rien d'autre ! À Fukushima, il y a eu certes un accident mais il n'y a pas eu de catastrophe nucléaire. On dénombrera sans doute plus de 30 000 morts au Japon, mais il n'y aura vraisemblablement aucune victime du nucléaire.

Comment jugez-vous l'emballement médiatique ? Dans l'esprit du grand public, il y a eu un amalgame fait entre Fukushima et Hiroshima, entre le nucléaire civil et le nucléaire militaire ; une centrale peut certes exploser comme le ferait une Cocotte-Minute, mais sûrement pas se transformer en bombe atomique. La teneur en matériau fissile, uranium 235, n'est en effet pas la même dans un réacteur et dans une bombe atomique.

Les écologistes sont en grande partie responsables de cette assimilation, comme d'ailleurs les médias qui ont mélangé tremblement de terre, tsunami et nucléaire. Je trouve cette attitude d'une grande indécence.

Il fallait au contraire montrer de la compassion pour les Japonais et faire preuve de solidarité en leur apportant immédiatement de l'aide ; c'était le plus important. Au lieu de cela, tous ont fait preuve d'un grand manque de rigueur.

Comment cela ? Encore une fois, les amalgames qui ont été faits par Nicolas Hulot et ses amis sont absolument scandaleux. Au Japon, le problème n'est pas venu du tremblement de terre – la centrale a d'ailleurs bien résisté, et c'est l'élément positif – mais du tsunami. Prenez l'agitation actuelle autour de la centrale de Fessenheim, dans le Haut- Rhin : les deux situations n'ont rien à voir, il n'y aura pas de tsunami en Alsace ! De manière plus globale, ce qui s'est déroulé au Japon ne pourra pas se passer en France, où il n'y aura ni séisme de magnitude 9, ni tsunami. Je vois surtout que les écologistes veulent sortir du nucléaire comme ils veulent qu'on se débarrasse des OGM. Ils détruisent les ambitions européennes.

Les centrales françaises sont-elles dangereuses ? Avec une centrale nucléaire, il y a toujours des risques mais pas de menace. Lors des accidents, des incidents et des pannes, ces risques ont toujours été parfaitement maîtrisés. C'est inhérent à toute construction industrielle. En tenant compte d'Hiroshima, de Nagasaki et de Tchernobyl, le nucléaire a jusqu'à présent tué infiniment moins de monde que le charbon, l'avion ou les accidents de la route : chaque année, on dénombre dans le monde 300 000 morts, dont 4 000 rien qu'en France. Est-ce que l'on interdit la voiture pour autant ?

Une solution serait de consulter les Français par référendum... Vous n'allez quand même pas demander l'avis de la population française sur un sujet aussi pointu que le nucléaire ! La

démocratie est une bonne chose quand la consultation porte sur un thème dont tout le monde comprend les tenants et les aboutissants. Va-t-on demander aux Français s'ils pensent que le théorème de Pythagore est exact ou non ? Il ne faut pas faire de référendum pour décider d'une réalité scientifique.

Le plus grand risque n'est-il pas finalement l'ignorance ? Non, le plus grand danger c'est la peur, et elle nous empêche d'aller de l'avant. L'Europe est le continent de la peur et celle-ci pourrait bien nous faire revenir en arrière, au temps des cavernes. Les conséquences sont déjà là... Pourquoi la reprise économique se fait-elle un peu partout dans le monde et pas en Europe, où on ne se soucie que d'une chose : que le ciel ne nous tombe pas sur la tête ? À ce train-là, la France ne restera pas longtemps la cinquième puissance économique mondiale... Et je redoute que nous passions très rapidement de la cinquième à la dixième place...

Que se passerait-il si le gouvernement décidait finalement de sortir du nucléaire ? Avoir des centrales nous permet de disposer d'une électricité 40 % moins chère qu'ailleurs et de limiter notre facture pétrolière. Décider de sortir du nucléaire plongerait immédiatement les deux tiers de la France dans le noir ! Il n'y aurait plus d'électricité. Remplacer le nucléaire par une énergie renouvelable supposerait l'installation de 100 000 éoliennes en France, ou l'équivalent en surface de deux départements couverts de panneaux solaires. C'est sans compter sur les jours où il n'y a ni vent ni soleil !

Comment expliquez-vous alors que les Allemands veuillent sortir du nucléaire ? Je n'explique pas cette absurdité ; c'est une bêtise ; c'est de la politique politicienne. Le chancelier Schröder le regrettait. Résultat de leur intransigeance sur le nucléaire, les Allemands polluent l'Europe car ils exploitent du charbon à grande échelle et leur charbon, la lignite, est un des plus sales d'Europe.

On entend davantage les écologistes sur le nucléaire que sur l'utilisation de la lignite... J'affirme que les écologistes sont vendus, il faut bien comprendre cela. Pourquoi croyez-vous qu'il y a un lobby pour l'éolien ? Tout simplement parce que les sociétés qui exploitent les éoliennes financent les mouvements écologistes ! Les écologistes sont des gens d'extrême gauche ; ce sont les mêmes gauchistes qu'en Mai 68. Ils se sont reconvertis dans l'écologie mais ils n'ont pas changé leurs idéaux fondamentaux : ce sont des opposants aux sociétés dans lesquelles nous vivons.

Le débat actuel porte sur l'interdiction ou non d'exploiter le gaz de schiste... L'interdire serait incompréhensible car on se priverait d'importantes ressources énergétiques. Je serais plutôt partisan d'une réglementation comme l'ont fait les Américains, qui viennent de voter une loi de protection de l'environnement.

Les principaux opposants au gaz de schiste rappellent qu'au début des accidents se sont produits aux États-Unis, mais ils étaient le fait de petites sociétés qui n'offraient pas toutes les garanties de sécurité. Les mêmes dénoncent également une consommation excessive d'eau. Il y a enfin des problèmes liés à l'utilisation de produits chimiques : il faut donc faire attention aux rejets d'eaux. Il faudrait également changer le code Napoléon, dont dépend le droit minier. Prévoir que le propriétaire du sol et les collectivités territoriales soient bénéficiaires si on trouve quelque chose dans leur sous-sol. Cela changerait leur perception : aujourd'hui, ils n'ont aucun intérêt à promouvoir cette ressource énergétique.

Propos recueillis par Frédéric Paya.